ASSEMBLÉE NATIONALE

22 novembre 2017

PLFSS POUR 2018 - (N° 387)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 3

présenté par
M. Nury

ARTICLE 9

I. – Après l’alinéa 8, insérer l’alinéa suivant :

« - À la deuxième phrase, après le mot : « code » ; sont insérés les mots : « et à l’article L. 731-13 du code rural et de la pêche maritime ».

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« V. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L’article 9 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 crée un dispositif d’exonération généralisé d’exonération de l’ensemble des cotisations de sécurité sociale dont sont redevables les créateurs et repreneurs d’entreprise au titre de leur début d’activité. Cette exonération prend la forme d’un élargissement des conditions d’éligibilité à l’exonération actuellement accordée aux seuls chômeurs créateurs et repreneurs d’entreprise (ACCRE). Tous les travailleurs indépendants qui créent ou reprennent une activité pourront bénéficier d’une exonération de début d’activité selon les modalités actuelles de l’ACCRE. Cette mesure revient ainsi à accorder une « année blanche » pour tous les créateurs et repreneurs d’entreprises, y compris agricoles, ce qui constitue une opportunité nouvelle pour les jeunes agriculteurs de diminuer leurs charges et de réduire le risque d’échec de leur installation.

En effet, aujourd’hui, l’ACCRE n’est pas automatique pour un jeune agriculteur qui s’installe, mais seulement facultative. En revanche, elle peut être cumulée avec le dispositif d’exonération partielle et dégressive de cotisations sociales applicable les cinq premières années suivant l’installation et

codifié à l'article L. 731-13 du code rural et de la pêche maritime. Bénéficiant à 43 830 exploitants agricoles en 2014, et représentant environ 41 millions d'euros, ce dispositif constitue un des instruments les plus importants du soutien à l'installation des jeunes agriculteurs.

Or, selon les termes de l'article 9 tels qu'adoptés en première lecture, et si le nouvel dispositif est adopté en l'état, les jeunes agriculteurs ne pourront plus cumuler le bénéfice de cette « année blanche » avec le dispositif d'exonération partielle et dégressive de cotisations sociales codifié à l'article L. 731-13 du code rural.

Cet amendement vise donc une amélioration rédactionnelle de l'article 9 afin de permettre aux jeunes agriculteurs s'installant de cumuler le bénéfice du nouveau dispositif « d'année blanche » créé dans le cadre du PLFSS pour 2018, avec les exonérations déjà prévues dans le code rural et de la pêche maritime, exonérations qui demeurent un outil précieux dans un contexte où le capital à mobiliser pour installer un jeune agriculteur ne cesse de croître.